

Le développement de l'Etat dans une société libérale:

le cas de la Grande-Bretagne, 1830-1850

Patrice Bouche,

Université Lille 3, France

ملخص:

كانت الدولة البريطانية في القرن التاسع عشر دولة جد "صغيرة" مقارنة بالإدارتين البروسية والفرنسية خلال نفس الفترة. إذا كان دور الدولة قد تطور فعلا بداية من 1840، فان ذلك لم يتم إلا تدريجيا وضد الرأي العام. كان هناك في الحقيقة في كل طبقات المجتمع البريطاني اعتماد جماعي على الذات، استعداد لمواجهة التحديات التي طرحتها المشاكل الاجتماعية والاقتصادية آنذاك، وهذا بدون شك هو التعريف الفعلي لمجتمع مدني نشيط. يعرض هذا المقال تطور الدولة البريطانية خلال الفترة المذكورة في العنوان رغم معارضة الشعب.

ABSTRACT

“The development of the State in a liberal society: Great Britain, 1830-1850”

The British State in the 19th century was a very “small” one, compared to the Prussian or French administrations of the same period. If the role of the State did grow from the 1840s in Britain, it was only gradually and *against* public opinion. There was indeed in all classes a collective self-reliance, a disposition to respond by themselves to the challenges posed by the social or economic problems of the time, which is arguably seen today as the very definition of an active civil society. We

will thus show how the development of the British State took place in spite of this defiance from the public, or, as the phrase goes, “by stealth”.

Il peut paraître paradoxal de traiter du développement, c’est-à-dire de l’organisation et de l’expansion de l’appareil étatique moderne, en prenant le cas de la Grande-Bretagne du XIX^e siècle. Les analyses comparatistes qui mettent en parallèle la Grande-Bretagne et les états continentaux, Prusse et France notamment, montrent la « petitesse » de l’état britannique face aux administrations française ou prussienne déjà imposantes vers 1830¹, ou encore la lenteur du gouvernement de Westminster à prendre en main l’instruction publique.² Dans les années 1830-1840, alors que ce que l’on a appelé la « Question sociale » poussait les nations européennes à redéfinir et étendre les attributions étatiques, certaines personnalités ont certes stimulé le développement de l’action de l’Etat en Grande-Bretagne ; on pense notamment au Dr Kay-Shuttleworth, dans le domaine de la santé et de l’éducation.³ Néanmoins, la population britannique dans son ensemble montre par dessus tout, à cette époque, de la défiance envers l’ingérence étatique: l’opposition exprimée, par le peuple comme par certaines catégories aisées, à l’internement des indigents, dans le cadre de la Nouvelle Loi des Pauvres de 1834, en est un exemple notable.

Nous verrons les formes que prenait cette défiance, mais il faut dire dès à présent qu’elle était proportionnelle à une disposition de toutes les catégories de la population

¹ Voir notamment W.C. Lubenow, *The Politics of Government Growth, Early Victorian Attitudes Toward State Intervention, 1833-1848*, David & Charles: Newton Abbot, 1971

² cf. A. Green, *Education and State Formation, The Rise of Education Systems in England, France and the USA*, New York: St Martin’s Press, 1990

³ Le docteur James Kay (1804-1877) attira tout d’abord l’attention de la municipalité de Manchester sur l’état physique et moral des ouvriers, puis s’employa à défendre l’idée d’un système national d’instruction.

britannique, à cette époque, à agir collectivement par elles-mêmes pour traiter besoins et problèmes sociaux. Or, si le terme « *civil society* » désignait plutôt, au XIXe siècle en Grande-Bretagne, la *civilisation*, par opposition à l'« état de nature », ¹ nous utiliserons bel et bien le terme de « société civile » pour parler de l'ensemble des formes d'organisation non-étatiques et non-marchandes par lesquelles les individus entendaient influencer sur leurs propres conditions de vie, ou celles d'autres catégories. Ainsi, aux initiatives humanitaires de certains individus aisés s'ajoutaient les initiatives naissantes de la classe ouvrière pour se prémunir contre le sous-emploi et les aléas de la vie. Nous prendrons en compte, dans cette description nécessairement schématique de la période en question, aussi bien l'activisme politique de la population, qui se manifestait au travers d'innombrables pétitions adressées au Parlement et de campagnes pour la modification de la législation, par exemple électorale, que l'activisme caritatif, qui avait toujours une motivation morale en même temps que matérielle, et enfin ce que l'on peut appeler l'activisme économique des coopératives ouvrières.

En même temps, le besoin d'un engagement étatique se faisait jour en Grande-Bretagne comme ailleurs. Nous voulons montrer avec quelle ambiguïté il fut exprimé par les politiciens, et avec quelle réticence la société laissa l'Etat accroître son champ d'action.

1/ Une non-ingérence 'plébiscitée'

1.1 'Petitesse' du gouvernement de Londres

En 1832, le Ministre français de l'Intérieur avait déjà 200 000 personnes sous sa direction. Le *Home Secretary*,

¹ cf. Joanna Innes, "Central Government 'Interference': Changing Conceptions, Practices and Concerns c. 1700-1850", in José Harris ed., *Civil Society in British History: Ideas, Identities, Institutions*, Oxford University Press, 2005, pp. 40-41

son homologue britannique, disposait pour sa part d'un personnel de 29 membres.¹ Sur les quelques 21 000 agents du gouvernement central, les deux tiers étaient d'ailleurs employés par les Douanes et la Régie (*Customs & Excise*)², ce que les partisans du libre-échange commercial ne manquaient pas de voir comme un argument supplémentaire pour en finir avec les taxes.

La direction effective du pays, et notamment sa police, était en grande partie assurée par les instances locales, quoique la suprématie du Parlement en matière législative restât reconnue par tous. Chacune des quelques 15 500 paroisses ou des 200 municipalités urbaines (*boroughs*)² administrait par ailleurs l'assistance aux pauvres ou encore la maintenance des routes, en prélevant un impôt. Si les Juges de Paix (*Justices of the Peace*) étaient nommés par la Couronne, ils exerçaient leur pouvoir indépendamment d'elle, chacun dans sa localité.

La « classe moyenne » comme les membres politiquement actifs de la classe ouvrière, s'accommodaient en fait de cette petitesse du gouvernement central, et critiquèrent violemment la tendance à la bureaucratisation et à la centralisation, pourtant très relative par rapport au Continent, qui se fit jour à partir des années 1830. Pour autant, la prévention envers l'intervention publique que l'on attribue aujourd'hui aux économistes classiques continuateurs de l'œuvre d'Adam Smith n'était pas dogmatique.³ Nassau Senior, économiste partisan du laisser-faire, proposa par exemple une politique de grands travaux

¹ W.C. Lubenow, *op. cit.*, p. 15

² *Ibid.*, p. 18

² *Ibid.*, p. 16

³ W.C. Lubenow, *op. cit.*, pp. 22-24

pour stimuler l'activité économique de l'Irlande.¹ Le dogmatisme vu aujourd'hui comme propre au libéralisme économique était encore moins de mise parmi les parlementaires et membres des gouvernements successifs, libéraux comme conservateurs. En fait, le développement de l'appareil d'Etat en Grande-Bretagne fut un ultime recours tout pragmatique, face à la pression de certains indicateurs, principalement le fort accroissement démographique et l'urbanisation rapide.

1.2 'Retrenchment' & 'Interference': le consensus anti-étatique

L'activisme populaire, très fort durant ces décennies, chez la classe moyenne tout autant que chez les ouvriers, eut pour objectif principal, pour une classe comme pour l'autre, la conquête du droit de vote, au niveau national d'abord. Or, si certains ouvriers radicaux, inspirés par Thomas Paine, utilisaient le langage des « droits inaliénables de l'individu », la classe moyenne concevait plutôt le droit de vote comme le moyen de « moraliser » le pouvoir. Idéalement, en effet, l'exercice du droit de vote par une portion plus large de la population (il n'était pas question, pour cette classe, d'introduire le suffrage universel, même masculin) obligerait les gouvernants à être notamment moins dispendieux d'argent public, sous peine d'être sanctionnés lors des élections.

Les pouvoirs en place, autorités locales comme Etat central, étaient surnommés « Old Corruption ». L'Etat était vu en Grande-Bretagne vers 1830, et selon une tradition remontant à la Grande Charte de 1215, comme une organisation aristocratique dépensière, distribuant les « public offices » comme autant de sinécures. Le terme de

¹ cf. R.D. Collison Black, *Economic Thought and the Irish Question*, CUP, 1960

« retrenchment » (réduction des dépenses) est récurrent chez les orateurs populaires de la première moitié du XIX^e siècle.

Le grand mouvement populaire en faveur de la Réforme des circonscriptions électorales, qui aboutit en 1832, fut mené par la classe moyenne, mais suivi par les classes populaires. Il laissa néanmoins les ouvriers plus conscients qu'auparavant de leur éloignement du pouvoir, car le droit de vote était encore sujet à des restrictions sur la base de la propriété (« property qualifications »).

La lutte du peuple pour le droit de vote trouva par la suite son expression dans une Charte en six points demandant notamment le suffrage universel masculin et des parlements annuels, afin que les représentants soient sous le contrôle étroit du peuple.

Les ouvriers qualifiés avaient commencé à s'organiser, notamment sous couvert de sociétés de prévoyance (Friendly Societies), malgré les lois (en particulier celles de 1799 et 1800) qui interdisaient les coalitions (Combinations) formées dans le but d'obtenir des augmentations de salaire. L'abrogation de ces lois en 1824 fut rapidement limitée, en 1825, à une autorisation des réunions tenues dans le but exclusif de discuter des taux de rémunération ou de la durée des journées de travail. Les syndicats poursuivirent néanmoins leur croissance, en formant des fédérations réunissant divers métiers. Robert Owen, père du socialisme autochtone, fut en outre à l'origine d'un des projets coopératifs qui caractérisèrent l'activité des syndicats britanniques à cette époque. Remarquons que Owen, fidèle au consensus britannique, ne fut jamais étatiste, mais appelait à la création de communautés qui, sans remettre en question l'Etat, grandiraient indépendamment de lui.

L'un des mouvements marquants de l'époque demanda bel et bien une intervention des législateurs dans la vie économique du pays: ce fut celui en faveur d'une réduction de la journée de travail des ouvriers d'usine à dix heures (au lieu de 12, 14 ou même 16). Cependant, on peut juger que ce mouvement fut mené principalement par des notables conservateurs (*Tory*) hostiles à l'accroissement de l'emprise de la bourgeoisie industrielle, plus que par des syndicats. Il favorisa néanmoins le recours de plus en plus fréquent par l'Etat à des inspecteurs, mais leur mission consista surtout durant la période en question à collecter des données sur les conditions de travail des ouvriers.

Enfin, un autre mouvement populaire, d'essence purement bourgeoise et libérale cette fois, domine le début des années 1840, il s'agit de la Campagne contre les Corn Laws, ou droits de douane sur l'importation de céréales. Dans ce cas, l'ingérence étatique (ou « Interference », selon un autre terme récurrent à l'époque) est visée frontalement, et c'est l'abrogation pure et simple d'un segment de la législation qui est demandée. Cette campagne, la plus grande campagne populaire en Angleterre après celle pour l'abolition de l'esclavage de la fin du XVIII^e siècle, qui lui servit de modèle, mobilisa des ressources énormes, matérialisées sous la forme de publications, tracts, réunions publiques, et « foires » innombrables, jusqu'en 1846, date de l'abrogation.

1.2 L'importance attachée à l'action locale

Une grande partie de ce qui vient d'être dit pourrait donner à penser que la société civile britannique s'est constituée en force agissante dans le seul but de critiquer le pouvoir central. En fait, celui-ci est souvent pris à témoin par le « Peuple », notamment au travers de nombreuses pétitions au Parlement (une pratique courante dès la fin du

XVII^e siècle). La première « tyrannie » à combattre est celle des oligarchies locales, qui, jusque dans la première moitié du XIX^e siècle au moins, pèsent beaucoup plus sur la vie des individus que le gouvernement de Londres.

De fait, on peut considérer que la première avancée réellement décisive de la classe moyenne en matière politique est le *Municipal Corporation Act* de 1835: les conseils des municipalités dites corporatives (fondées sur une charte octroyée par la Couronne), depuis toujours aux mains des oligarchies, sont désormais élus par les habitants remplissant les conditions d'accès au vote. Les municipalités des grandes villes industrielles, ainsi constituées, rivaliseront entre elles, à partir du milieu du siècle, dans l'amélioration de leurs infrastructures et leur embellissement.

Néanmoins, à peine le pouvoir local a-t-il été arraché aux coteries, que le souci des nouvelles municipalités est de résister aux vellétés de prise de contrôle de certains de leurs domaines de décision par le gouvernement central. On lit par exemple dans le *Times* en 1839, que la municipalité de Londres s'inquiète d'un projet de loi (*Police Bill*) visant à lui retirer le contrôle de la police locale. Il est dit que les *Municipal Corporations* ne serviraient plus à rien, et la liberté dont jouissent les Britanniques grâce à l'exercice local du pouvoir leur serait retirée, comme en France, "où l'on ne peut rien faire sans être observé par un gendarme".¹

2/ Réponses de la société civile à la Question sociale

2.1 Les modes d'action de la société civile

La « Question sociale » est le constat fait vers 1830 de la misère endémique de la classe *productrice*, et non plus simplement de la présence de vagabonds en marge de la

¹ *The Times* 06.04.1839, p.5

société. On peut considérer que la démographie a rendu la misère plus visible, et donc cette « Question » plus pressante. En tant que prise de conscience collective, la Question sociale s'est manifestée, notamment en Grande-Bretagne, par une recrudescence et une redéfinition de l'activité caritative privée, mais d'abord, par un débat public intense, notamment par voie d'écrit. Ainsi un éditorial du *Times* de 1832 s'extasie-t-il sur le fait que

The fund of patriotic zeal, and the desire to communicate useful knowledge, must indeed be immense among our countrymen (...). No sooner is a subject started connected with the public interests, than we have a shower of letters from correspondents, known and unknown, containing hints, information, suggestions, plans, or opinions on all its parts; and this first descent of instruction is soon followed by a flight of pamphlets, and other more elaborate and expensive forms of discussion.¹

La mécanisation et la concurrence, notamment intérieure, toujours plus forte, amenaient dans les fabriques de nouveaux travailleurs non qualifiés, ruraux déracinés, femmes et enfants, dont l'emploi massif jeta des segments entiers de la classe ouvrière dans la misère, et déprécia le travail industriel en général, en valeur comme symboliquement. Face à cette situation, les ouvriers adoptèrent, d'une part, une position revendicative face au patronat. D'autre part, ils organisèrent leur propre « filet de sécurité », avec différents types de sociétés de prévoyance.

¹ « La réserve de zèle patriotique, et le désir de communiquer des informations utiles, est vraiment immense chez nos compatriotes. Dès qu'un sujet, lié aux intérêts publics, est lancé, nous recevons un déluge de lettres de correspondants, connus ou pas, contenant des remarques, des données, des suggestions, des propositions d'action, ou des opinions sur tous les aspects de la question. En outre, ce premier déferlement d'informations est bientôt suivi par une volée de fascicules, et d'autres formes de débat plus élaborées et plus onéreuses. » *The Times* 30.01.1832, p.2

Or, comme le remarque le sociologue R. Castel au sujet de ces sociétés, « La prévoyance peut se faire collective tout en restant volontaire [...]. L'obligation ne pouvant être garantie que par l'Etat, la cotisation obligatoire serait alors le cheval de Troie grâce auquel la puissance publique s'immiscerait dans les questions du travail. »¹ Les organisations ouvrières insistaient, pour leur part, sur le caractère volontaire de la participation à leurs caisses.

Les ouvriers tentèrent même de se substituer aux détenteurs de capitaux, en formant des coopératives. C'est ainsi que William King, médecin de formation, expliquait cette démarche dans son journal *The Co-Operator*, en 1828:

A Co-operative Society, like all other Societies, such as benefit Clubs, Trade Societies, Savings' Banks, is for the purpose of avoiding some evils, which men are exposed to when they act singly, and of obtaining some advantages which they must otherwise be deprived of. (...) The rate of wages has been gradually diminishing for some hundred years, so that now it is not above one-third of what it used to be (...).²

Selon King, toutes les classes d'ouvriers, agricoles comme industriels, se trouvaient dans la nécessité d'avoir fréquemment recours à l'assistance paroissiale (« go to the parish »), pour ne pas mourir de faim. Le coopérativisme permettrait d'enrayer cette évolution, en donnant aux ouvriers groupés la possibilité d'être leurs propres patrons. D'ailleurs, le philosophe (pourtant libéral) John Stuart Mill,

¹ Robert Castel, *Les Métamorphoses de la question sociale*, Paris: Gallimard, 1998, pp. 404-405

² "Une coopérative, comme toutes les autres sociétés telles que les caisses de secours, caisses professionnelles et d'épargne, a pour but de prévenir certains maux, auxquels les hommes s'exposent lorsqu'ils agissent seuls, mais aussi de s'assurer certains avantages dont sans cette société ils seraient à coup sûr privés. Le taux de rémunération diminue peu à peu depuis un siècle environ, à tel point qu'il équivaut tout juste au tiers de ce qu'il était alors." *The Co-Operator*, N°1, 01/05/1828, reproduit in Johnston Birchall, *Co-Operation: the People's Business*, Manchester UP, 1994, p. 24

dans ses *Principles of Political Economy* de 1848, voyait dans ce mouvement la preuve du caractère passéiste de ce qu'il nomma la « théorie de la dépendance et de la protection » de la classe ouvrière, et de son remplacement prévisible par l'accession de cette classe à l'autonomie (« *self-dependence* »).

Or, toujours selon Castel, on peut voir la constitution de l'Etat social par la bourgeoisie désormais au pouvoir vers le milieu du siècle, comme la conséquence de son refus de ce type d'organisation ouvrière: « Ce n'est pas seulement 'le collectivisme' comme tel qui est stigmatisé [...]. La fin de non recevoir porte sur [...] toutes les tentatives pour prendre en charge collectivement, à partir de l'implication des intéressés, la misère ouvrière et l'assujettissement des ouvriers. [...] [A]u fur et à mesure qu'un monde ouvrier se structure, il élabore ses propres modes d'organisation et ses propres programmes, qui ne peuvent qu'entrer en conflit avec ces conceptions [celles de la bourgeoisie] fondées sur le déni de l'autre.»¹

2.2 Le « Peuple » contre la centralisation: réactions à la nouvelle Loi des pauvres de 1834

Un des premiers assauts de bureaucratisation et de centralisation fut la réforme de la Loi élisabéthaine des pauvres, ou du moins fut-il ressenti comme tel dans le pays. Il s'agissait pour le gouvernement de rationaliser la distribution de l'assistance aux indigents, devant une montée en flèche des impôts locaux qui la finançaient. La Nouvelle Loi des Pauvres de 1834 stipulait que l'assistance ne pouvait plus être dispensée en dehors des maisons de travail (*workhouses*), et qu'en outre la condition des indigents ainsi assistés devait toujours être « moins

¹Les *Métamorphoses*..., op. cit, pp. 424-425, 428

désirable » (« *less eligible* ») que celle de l'ouvrier le moins bien rémunéré. Ces aspects furent caricaturés à l'envi par les nombreux adversaires de la loi honnie, mais il apparaît que c'est surtout la mise de l'assistance publique sous le contrôle de commissaires londoniens qui excita l'hostilité à son encontre, notamment des élites conservatrices locales. On lit ainsi, dans une pétition de femmes du Yorkshire, adressée à la jeune Reine Victoria:

the New Poor Law Amendment Act... takes all power out of the hands of those who pay, and who have the best right of knowledge and means of disposing of the rates; because it places the sole power in the hands of the three commissioners, who are utter strangers to the circumstances of the poor.¹

Une autre pétition, émanant du Surrey, affirme:

Thus, then, is the right of the poor to be maintained by their richer neighbours established upon the fundamental principles of the law of nature (...). The ancient laws compelled certain officers to support the poor, and gave to magistrates the power of seeing that these officers performed that duty. This bill compels no one to support the poor; says that certain individuals may order relief, but does not say they shall order relief (...).²

Le nouveau système risque donc de provoquer “la rupture de tout lien résiduel qui assure encore faiblement la cohésion de la société”, et par conséquent, on le devine, une révolte.

¹“La Loi de Réforme de la Loi des Pauvres ôte tout pouvoir à ceux qui payent l'impôt, et qui sont les premiers concernés par son utilisation; car cette loi place le pouvoir entièrement entre les mains des trois commissaires, qui ignorent tout du sort individuel des pauvres.” *The Times* 19.02.1838, p.5

²“Ainsi, le droit des pauvres à être entretenus par leurs voisins plus aisés est fondé sur les principes fondamentaux de la Loi de la Nature. Les lois anciennes obligeaient certains agents à venir en aide aux pauvres, et conféraient à des magistrats le pouvoir de vérifier que ces officiers s'acquittaient de cette charge. Le présent projet de loi n'oblige personne à venir en aide aux pauvres: il déclare que certains individus peuvent ordonner une assistance, mais ne stipule pas qu'ils le feront bel et bien.” *The Times* 28.07.1834, p. 5

2.3 Aider les individus à s'aider eux-mêmes: la morale du 'self-help'

A mesure que le XIX^e siècle avançait, et alors même que l'Etat britannique restait plus fidèle que jamais au laisser-faire en matière économique, ce sont les associations caritatives qui assuraient la majeure partie de l'assistance aux plus faibles. Elles constituaient en fait, selon une historienne de la société civile, « un réseau dense d'institutions sociales indépendantes qui entouraient le citoyen à chaque niveau. »¹

Sur ce point, il faut bien distinguer le paternalisme *moral*, principalement exercé par la bourgeoisie britannique dans ses démarches caritatives, du paternalisme matériel, c'est-à-dire qu'il n'est pas tant question de nourrir ou vêtir les pauvres, que de les conseiller pour qu'ils travaillent à l'amélioration de leur condition. La notion de « pauvre méritant » (« *deserving poor* ») a la vie dure, la grande pauvreté étant vue comme un résultat de l'imprévoyance et de l'intempérance, et ce même si certains bourgeois, au contact de familles vertueuses réduites à la misère notamment vers 1840, voient leurs certitudes vaciller.

Au-delà de la fidélité du peuple aux autorités traditionnelles, malgré tout souhaitable, il s'agit pour la bourgeoisie de susciter le développement en chaque individu de 'valeurs' susceptibles de structurer son comportement dans le cadre des relations de production du capitalisme industriel. Consciemment ou non, cette morale correspond à la philosophie utilitariste propre à l'époque: si le pouvoir et la responsabilité d'inspirer tout progrès reposent sur les seuls législateurs, c'est néanmoins par la

¹ José Harris, citée par Lauren M.E. Goodlad, in "Making the Working Man Like Me": Charity, Pastorship, and Middle-Class Identity in Nineteenth-Century Britain; Thomas Chalmers and Dr. James Phillips Kay", *Victorian Studies*, vol. 43, n°4, Summer 2001, 591-617, p. 593

base que l'ordre doit exister et se diffuser. Cette harmonie se substitue en Grande-Bretagne à un Etat protecteur.

3/ L'Etat malgré tout

3.1 La nécessité de l'action centralisée

Comme nous l'avons déjà mentionné, l'Etat s'investit dans la vie industrielle du pays d'abord en développant la statistique, afin, littéralement, de saisir les données nouvelles engendrées par le phénomène de l'industrialisation, et par l'urbanisation concomitante. Là encore cependant, des auteurs individuels ont montré la voie: citons par exemple *An Enquiry into the State of the Manufacturing Population*, publié en 1831 par le manufacturier W. R. Greg, *The Moral and Physical Condition of the Working Classes Employed in the Cotton Manufacture in Manchester* (1832), du docteur James Kay, ou encore *The Manufacturing Population of England* (1833), de Peter Gaskell. Le processus fut relativement long qui aboutit en 1848 à la constitution d'un *General Board of Health*, habilité à engager des réformes sanitaires dans toute localité lorsqu'une pétition émanait de ses contribuables. Néanmoins, la centralisation des décisions en matière sanitaire se fit sans opposition de la population, certainement parce que les épidémies répétées de choléra à partir de 1832 rendaient plus impérieuse la nécessité d'une action strictement coordonnée.

Il n'en alla pas de même, loin s'en faut, de la question de l'instruction publique. Pour la population bien-pensante, de toutes catégories, l'instruction ne pouvait s'envisager sans éducation religieuse. Cependant, la création d'un hypothétique « système national », pour remplacer le réseau incomplet d'établissements privés qui tenait lieu de système éducatif, ouvrait la question de la doctrine qui y serait enseignée: anglicane, dissidente, ou « neutre » ? Du

point de vue de l'intérêt anglican (de l'Eglise établie), l'hostilité aux mesures d'étatisation et de centralisation est surtout liée au danger que ferait courir toute homogénéisation, généralisation (pour ne pas dire « démocratisation ») de l'instruction publique, à la domination traditionnelle de l'anglicanisme. Or, on constate que les anglicans répliquèrent à la volonté réformatrice, en fait plutôt Dissidente, de créer un système national, en créant un autre système national, sous le contrôle de « *Diocesan Boards* ». Le constat du manque d'enseignants réellement capables de remplir leurs fonctions pousse les anglicans à parler de créer des écoles pour en former.

3.2 Les années 1830-1850 ou l'Age d'or de la société civile ?

Le débat très tendu autour de la création d'un système national d'instruction reflétait donc une lutte d'influence entre groupes d'intérêts, tout comme les débats sur la réforme électorale, l'assistance aux pauvres ou sur les conditions de travail des ouvriers. Ces derniers, nous l'avons dit, ont pris part à l'activisme de la société civile britannique dans les années 1830-1850. On est tenté de voir là l'illustration de l'idée qu'un tel activisme signale une transition vers la démocratie.¹

Or, si une société civile dynamique est porteuse de différentes voies possibles, engageant l'avenir du corps social tout entier, en revanche, lorsqu'un système est fixé, résultat d'un compromis entre les parties, les alternatives disparaissent, ou du moins deviennent autant d'« utopies ». Du coup, on peut se demander si ce n'est pas *la transition même*, le stade d'incertitude qui a poussé la société civile

¹ Le développement d'une société civile dynamique marquerait une transition, vue comme allant toujours dans le sens d'une démocratisation et d'une libéralisation du régime, ainsi que vers des relations sociales plus consensuelles, et une liberté de choix individuelle. Cf. R.J.Morris, « Civil society and the nature of urbanism: Britain, 1750-1850 » 289- 301, p. 289-90

britannique à l'action durant la période considérée, qui fut la vraie période démocratique.

Conclusion

Si l'« Etat social » s'est développé en Angleterre de manière « subreptice », ou du moins de façon moins assumée que sur le Continent, on se rend compte que le processus s'est finalement enclenché du côté anglais au même moment qu'en France notamment, et dans un esprit que nous pensons similaire. En effet, si la classe moyenne anglaise s'est faite nommément l'initiatrice de l'action publique, au travers d'associations privées, religieuses ou non, on peut estimer que les législateurs et gouvernants français n'ont fait que réaliser au travers de l'appareil étatique central la volonté de la bourgeoisie autochtone; en d'autres termes, une politique dans une grande mesure « libérale ». Dans les faits, la Question sociale, comme les questions de santé publique, ont amené une obligation de résultat, d'efficacité, qui ont substitué l'organisation rationnelle à la discussion et à l'expérimentation.

On constate vers 1850, avec les prémices de l'Etat social en Grande-Bretagne comme ailleurs, une trêve de l'activisme civil. Le chaos occasionné par le bouleversement de l'ordre ancien, sous le coup de l'industrialisation et de l'urbanisation, avait poussé les ouvriers à chercher à humaniser le capitalisme, par le biais de la solidarité; et la classe moyenne à 'moraliser' les sphères politique et sociale, à l'image de la cellule privée bourgeoise. En définitive, il semble que le corps social se soit stabilisé dans un certain attentisme, une fois des compromis atteints.

